

## **L'économie des collectivités autochtones**

### **Description de l'atelier**

Pour Ville de Saguenay, la présence effective de diverses collectivités autochtones dans sa vaste périphérie nordique représente certes un potentiel économique considérable. Maisons d'éducation, de santé, de génie conseil, d'architecture, de services aux entreprises, de promotion touristique, etc. sont déjà alimentées par cette clientèle autochtone. Clientèle qui s'avère en pleine émergence au-delà de la sphère classique concernée par la consommation de biens et services d'utilité courante. De fait, la montée en importance des préoccupations économiques au sein des collectivités autochtones du Québec offre de nouvelles occasions d'affaires à interpeller par Saguenay comme pôle de services le plus imposant au Nord du 47<sup>e</sup> parallèle. Quelles sont alors les occasions de transactions économiques, bien sûr, mais aussi de relations sociales, culturelles et politiques entre Saguenay et les diverses collectivités autochtones de sa périphérie?

Afin de bien saisir cet enjeu très important, il nous faut faire le point sur l'économie en transformation dans les collectivités autochtones du Québec. En plus de mieux identifier les secteurs d'activités en croissance actuelle et potentielle ainsi que les principales entreprises qui pavent la voie à ce renouveau économique très actuel, l'ambition de notre séminaire concerne un meilleur éclairage des conditions générales (financement, appui technique, transport, formation...) de l'environnement socio-économique qui soutiennent les populations autochtones dans leur volonté fortement exprimée d'appropriation des leviers du développement. Par quels types de biens et services de diverses natures Ville de Saguenay peut-elle participer davantage à ce soutien économique et social des collectivités autochtones en émancipation? Quelles peuvent être les modalités de ce soutien? Dans la nouvelle vocation recherchée par Ville de Saguenay face à sa vaste périphérie de rayonnement, quelle est la place réelle de la dimension autochtone?

Panélistes :

Cliff Moar, Mashteuiatsh

Gilles Bérubé, Corporation Waskahegen

Isabelle Gauthier, Université du Québec à Chicoutimi

## **Compte-rendu de l'atelier**

### **Diagnostic**

- Ce que les gens savent peu c'est que l'on est un mini gouvernement déjà dans la communauté de Mashteuiatsh et dans les autres communautés du Conseil tribal Mamuitun. 90 % des fonds qui sont reçus dans la communauté ne restent pas longtemps, ils sont presque immédiatement réinjectés dans l'économie régionale donc à l'extérieur de la communauté. À Mashteuiatsh, le budget est d'environ 32 millions par année. On peut faire le calcul assez vite c'est que finalement les retombées économiques vont à l'extérieur assez rapidement et souvent on aurait tendance à dire « Qu'est-ce que vous attendez pour diminuer l'écart de ce 90 % ? ». Ça fait longtemps que ça fonctionne de cette façon-là. Ce serait peut-être bien que l'on regarde si on ne serait pas mieux d'augmenter les revenus. Ce sont des dimensions que l'autonomie gouvernementale va permettre de faire. Il y a une dimension qui est importante au niveau de l'investissement par des tiers dans des projets de développement, c'est d'avoir une certitude juridique. Le traité va amener un point positif pour les deux communautés, les deux peuples. Il va clarifier cette dimension-là. C'est sûr que ça ne sera pas la certitude à 100 % mais on peut dire que ça va être une certitude qui va permettre un peu plus de facilité aux investisseurs pour investir dans la région.
- Waskahegen existe depuis 33 ans. Waskahegen a travaillé au niveau du logement les premières années et depuis les années 1990 il s'occupe de développement économique entre autres au niveau des autochtones hors réserves. Développer des entreprises, développer des avoirs au

niveau hors réserve quand on est autochtone ce n'est pas quelque chose de facile. Sur une réserve il y a des difficultés mais hors réserve il y a d'autres difficultés aussi. La scolarité est très faible, le taux de chômage est haut, l'entrepreneuriat n'est pas développé plus que cela mais si on a l'esprit entrepreneur, il reste à le développer, c'est bien important de le développer. Waskahegen a, en cours de route, parti plusieurs entreprises. Waskahegen a à son actif 54 entreprises de parties à travers la province de Québec. Ils ont raconté des difficultés auxquels on pense qu'il y a des solutions.

- Les difficultés que l'on rencontre entre autres, c'est toujours la même chose, c'est au niveau financier. Si tu pars des entreprises un petit peu comme il existe pour tout le monde, et bien tu vas vivre comme tout le monde aussi.
- Il y a un manque de logements, ça fait onze ans que l'on n'a pas refait de logements chez-nous. On a un taux de natalité plus élevé que le reste de la population. C'est vrai sur réserves, c'est vrai hors réserves aussi. Il y a 50 % de la population qui a en bas de 25 ans. Waskahegen représente environ 26 000 au niveau du Québec dont 5 000 dans la région ici environ. Les revenus sont inférieurs de 20 % du reste de la population en moyenne. Hors réserves, 50 % des autochtones ne finissent par leurs études, c'est beaucoup. Le taux de chômage des autochtones hors réserves est deux fois plus élevé que le reste de la population.
- Il y a onze nations autochtones au Québec. Les Montagnais font partie d'une de ces nations. Dans les onze nations, elles sont subdivisées en trois familles linguistiques, on parle des Inuits, donc de la famille Inuktitut, on parle de la famille Algonquin dont huit nations font partie, et la famille iroquoise comprenant deux nations, les Mohawk et les Hurons. Il y a quand même aussi des définitions ethnologiques qui sont données à ces familles-là en disant que la famille algonquine était plus une famille nomade et la famille iroquoise était plus une nation sédentaire donc

qui cultivait la terre pour répondre aux besoins de son peuple. Le lien que l'on avait avec la terre était quand même le même mais c'est sûr que cette composante-là fait en sorte que les us et coutumes étaient différentes. On peut le voir d'une façon géographique également. Dans le Nord, c'est des Inuits, plus au centre c'est davantage les Algonquins et plus au sud vers les Grands Lacs on peut voir que c'était des nations plus au niveau du développement de l'agriculture.

- Au-delà de 50 % de la population de Mashteuiatsh vit à l'extérieur de la communauté. Ces personnes-là travaillent, ces personnes-là paient des impôts. Au Yukon, au Territoire du Nord-Ouest, ce n'est pas considéré comme une province, tous les Autochtones qui travaillent dans ces milieux-là paient des impôts. Les gens qui vivent dans le monde urbain au niveau de l'ensemble du Canada représentent beaucoup d'Autochtones et ceux qui travaillent paient des impôts. Ce serait drôle de voir si tout ce qui est payé par ces personnes-là ne ressemblerait pas au budget que l'on reçoit au niveau fédéral. Sans dire que c'est cela, ça nous laisse supposer qu'il y a une possibilité que ce soit fait là.
- Que l'on puisse réussir dans une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean à dire que l'on va établir un dialogue sur la reconnaissance mutuelle des deux peuples, ça ne s'est jamais vu dans l'Histoire de l'Amérique du Nord. Il y a toujours eu confrontation. S'il n'y a jamais eu de confrontation, la confrontation a eu lieu pour une conquête. Ici, il n'y a jamais eu de conquête. On n'a jamais vendu nos territoires, on n'a jamais donné nos territoires.
- On commence à faire des partenariats. En 1997, on a fait un congrès international sur le développement durable avec la Ville de Jonquière, l'Université du Québec, la Région laboratoire de développement durable et le Conseil des Montagnais. Ça été une démonstration concrète régionale que si on mettait nos forces ensemble on pouvait faire des choses internationales et assez extraordinaires. On a fait un projet de développement hydroélectrique avec la Ville de Dolbeau-Mistassini qui

est encore une autre démonstration concrète que quand il y a une alliance entre Autochtones et non Autochtones, le résultat est positif. Cela va permettre que les Autochtones puissent avoir des fonds, il faut être capable de participer dans le développement économique malgré les nombreuses contraintes.

- On a de plus en plus de gens qui sont scolarisés si on regarde vingt-cinq ans en arrière, on a beaucoup plus de réussites, on est plus à l'aise de communiquer notre réalité culturelle. Pourquoi? Parce qu'il y a eu une renaissance culturelle chez-nous. Il y a eu une affirmation culturelle qui s'est développée.
- Le montagnais est enseigné dans les écoles primaires autochtones depuis peu. Avant cela, on n'avait rien à dire sur le curriculum qui était fait chez-nous. C'est un des défis qu'on a relevés. Quand on a commencé à dire qu'il faudrait enseigner notre histoire à nos gens, on a fait quelque chose qui est en train d'être étudié fortement dans le système scolaire québécois c'est qu'à la quatrième année, on commence à enseigner notre histoire à partir d'aujourd'hui. Donc les enfants ont des contacts avec leur père, leur mère, leurs oncles, leurs tantes, leurs grands-pères et on recule dans le temps. Rendus au secondaire deux ou trois, ils vont rentrer dans l'ère du contact sauf que l'histoire n'arrête pas là parce qu'il y a encore quelques milles années d'Histoire qui est en arrière de cela. Il commence à avoir des échanges présentement, l'informatique est là, il y a des échanges entre étudiants qui s'écrivent sur Internet. Il y a eu des visites de certaines écoles de l'arrondissement Chicoutimi avec des gens de Mashteuiatsh. C'est en train de se faire tranquillement et il faut continuer dans cette voie. Au niveau de la langue, on a fait un constat, on est en train de perdre notre langue maternelle à Mashteuiatsh. Peut-être pas au niveau de la nation Innu mais au niveau de Mashteuiatsh il y avait un danger. Il y a environ 30 % de la population qui maîtrise la langue. On a mis en place un programme d'immersion où les jeunes de quatre, cinq, six et sept ans étaient enseignés seulement en montagnais.

Les parents devaient supporter les enfants. Le projet continu encore, présentement c'est au préscolaire mais il y a une adaptation entre la première et deuxième année où certains contenus sont enseignés en montagnais. On a fait un bon chemin sur ça.

### **Déterminants**

- La signature d'une entente de principe sur la négociation territoriale entre les trois gouvernements est un moment historique en Amérique du Nord. C'est une entente qui a fait beaucoup jaser les gens, qui a fait couler beaucoup d'encre également. Il faut en être fier de cette entente parce que l'on vient de concrétiser quelque chose qui aurait dû être fait depuis longtemps c'est-à-dire un lien basé sur le respect, basé sur le partage entre les deux peuples. Un lien vraiment extraordinaire parce que c'est la première fois dans l'Histoire de l'Amérique du Nord où un dialogue va maintenant se construire sur la reconnaissance réciproque de deux peuples. Une reconnaissance des deux peuples est vraiment extraordinaire parce que c'est la première fois où le peuple autochtone est reconnu par ses voisins. C'est la première fois de façon écrite que cette reconnaissance est faite. C'est sûr que c'est la reconnaissance des droits ancestraux des autochtones y compris le titre aborigène, même si ça fait jaser beaucoup il va y avoir un temps de dialogue qui va permettre que les gens comprennent mieux cette dimension. Mais ce qui est important c'est que cette démarche, cette négociation, cette entente vise un objectif vraiment important c'est la cohabitation harmonieuse et pacifique entre les deux peuples. Il reste à établir toutes les modalités, de quelle façon ces droits et ce titre vont se traduire dans l'avenir. On doit maintenir la relation que l'on a avec notre terre, les principes et les valeurs qui découlent de cette relation. Ce qui est encore plus important c'est que la reconnaissance de cette diversité n'a pas l'objectif de dire « Voici un bon côté et voici un mauvais côté ». Ce n'est pas du tout cela et ce n'est pas dans cette optique que l'on veut engager les dialogues de demain. C'est vraiment de dire que c'est une diversité. Dans sa

diversité culturelle en tant qu'Innu, c'est là où on est heureux et où on veut que nos enfants et les enfants de nos enfants puissent s'épanouir. Que l'on soit différent d'avec nos voisins, ce n'est pas parce que l'on est meilleur c'est parce que c'est notre façon d'être, notre façon de faire, c'est notre culture, c'est notre langue. Un des éléments importants de cette dimension-là c'est vraiment le partenariat qui est un peu le levier économique qui peut être vu.

- Souvent on se présente comme des agents de développement, des acteurs incontournables au niveau du développement régional. On va prendre notre place. Les Premières Nations ne veulent pas arrêter le développement forestier mais elles vont sûrement jouer un rôle à l'intérieur. Il y a eu un chef dans la passé qui a dit par rapport à cet énoncé : « Maintenant que vous avez des forêts, vous pouvez aller couper le bois et nourrir votre peuple » et ce chef-là a répondu : « Est-ce que vous, vous scalperiez votre mère? ». Aujourd'hui notre culture a évolué, notre peuple a évolué, on dirait plutôt aujourd'hui « Mère une coupe de cheveux, ça vous dirait? ». On voit un peu la façon dont on veut intervenir au niveau du développement. On ne veut pas être un frein, on veut vraiment être un acteur qui peut mettre en valeur notre culture pour voir de quelle façon on peut développer ensemble les ressources au niveau du développement régional.
- Quand la taxe sur le bois d'œuvre est arrivée, c'était une chance pour nous. Enfin, on va transformer notre matière première. C'est la façon dont il faut faire cela, c'est la façon pour créer de l'emploi et d'être capable d'avoir de la richesse additionnelle. Bien entendu, si on n'a pas accès à nos ressources naturelles, soit au niveau de l'exploitation soit au niveau de l'utilisation, ça va être dur. Autant à nos frères autochtones sur les réserves que les non autochtones, on dit on veut être partenaires avec tout le monde.
- Actuellement et depuis quelques temps, il se passe beaucoup de choses du côté autochtone. Pour ne nommer que quelques événements, il y a la

crise à Kanasatake et la signature de l'Approche commune, ou plutôt l'entente de principe, et ensuite le maire de Saguenay qui a mis le drapeau en berne la semaine dernière pour montrer son insatisfaction face à la décision. Face à tout cela, on peut se poser quelques questions : « Pourquoi malgré toutes ses années, les autochtones revendiquent-ils toujours? Pourquoi les affaires autochtones restent-elles toujours au niveau de certains échelons politiques? Pourquoi les citoyens et surtout les jeunes ne participent pas activement à la recherche de solutions? » On ne les entend pratiquement pas. Depuis les années 1960, les autochtones revendiquent beaucoup de choses. On constate que ça fait quand même plusieurs années, plus de quarante ans que l'on revendique, que l'on veut des choses. Il y a quelque chose qui se passe, il y a un problème. Pourquoi ça ne se règle pratiquement presque jamais? Revendications territoriales, droit à l'autodétermination, droit à la reconnaissance d'une identité propre, la reconnaissance des droits ancestraux. En gros c'est ce que l'on souhaite et finalement, quand on dit que ça reste toujours au niveau de certains échelons politiques, on retrouve la population au centre, tout autour le Secrétariat aux Affaires autochtones, les Affaires indiennes et du Nord, les conseils de bande, l'Assemblée des Premières Nations, pour ne nommer que ceux-là. Ce sont toujours ces acteurs que l'on entend le plus. Il y a des acteurs qui sont oubliés dans la recherche de solutions. La population du Québec, en particulier les jeunes blancs, les jeunes autochtones et même les jeunes immigrants qui viennent s'installer ici au Québec, pourraient participer à trouver des solutions. Ce sont les jeunes finalement qui vivront avec les décisions qui sont prises actuellement par les gouvernements. On a à vivre avec eux et eux ont à vivre avec nous.

- L'histoire des acadiens ressemble à celle des autochtones. Les Acadiens ont été déportés en 1755 et ils ont eu de la difficulté avec les gouvernements ensuite. Est-ce que les autochtones sont heureux dans une réserve? Est-ce que c'est approprié de dire toujours la réserve?

Parce que quand on va à Mashteuiatsh c'est beau, les musées, la proximité du Lac-Saint-Jean, c'est quand même un destin qui est agréable. La communauté de Mashteuiatsh a des beaux espaces, de la belle nature. Est-ce que c'est bien que les autochtones soient toujours sur des réserves? Parce que maintenant les Acadiens sont rendus partout même s'ils ont été placés dans des réserves aussi. Est-ce que c'est le souhait des autochtones de rester dans une réserve? Est-ce que c'est mieux? Chacun peut s'identifier différemment, certains vont s'identifier comme Indiens, d'autres comme métis, d'autres vont s'identifier Indiens sans statut, Inuits. Donc la constitution du Canada a amené à donner un mot à cela. Le peuple autochtone ça comprend les Indiens, les métis, les Inuits. Le terme autochtone vient englober tout cela. En ce qui concerne les réserves, la réponse est non, certains ne veulent rien savoir des réserves. Pourquoi? Il y a plusieurs raisons. Première des choses c'est que les réserves sont une création d'une loi qui s'appelle la loi sur les Indiens, une loi qui a été décidé par des tiers sur la façon dont on doit s'administrer et vivre à l'intérieur. Il voulait plutôt nous mettre en conserve plutôt qu'en réserve. Ce que l'on recherche dans l'autonomie gouvernementale c'est, le droit à l'autonomie gouvernementale est un peu ça, d'avoir la possibilité de prendre en charge notre destin nous-mêmes, prendre en charge nos décisions. Dans la réserve de Mashteuiatsh, aller jusqu'à 1951, ça prenait une permission du surintendant du ministère des Affaires indiennes et du Nord pour que des non autochtones puissent aller dans la réserve sinon ils étaient passibles d'amendes ou d'emprisonnement ou des deux. Quand les gens disent que l'on veut exclure les gens d'une société, nous, on l'a vécu d'une façon assez subtile si on peut dire. Certains disent non, ça va être fini l'ère des réserves.

- Les élus de Ville de Saguenay ont eu à se prononcer sur la signature de l'Approche commune. Il s'est véhiculer des choses comme quoi à l'unanimité ils étaient contre mais il n'y a pas eu vraiment un vote.

Certains élus sont d'accord avec la reconnaissance du peuple autochtone et que l'on puisse pour une fois s'asseoir et commencer à regarder la possibilité de signer des traités. Il y a cependant des appréhensions au niveau des revendications territoriales. Est-ce que Ville de Saguenay a des craintes à avoir sur son territoire? Du tout, de la façon dont les autochtones vivent aujourd'hui, demain ça va être semblable. Sauf que ça va être formalisé. L'ancien chef de la communauté de Mashteuiatsh avait rencontré Monsieur le maire lui avait dit qu'il était prêt, avec l'équipe de négociation, à rencontrer le Conseil de Ville et d'expliquer leur point de vue. On peut imaginer que cette invitation existe toujours et ils seront toujours prêts. Ils pourraient même les inviter chez-eux pour leur faire vivre une journée à Mashteuiatsh pour montrer qu'on se ressemble beaucoup parce qu'on a un lien historique et ça il ne faut pas le négliger. Au niveau de toute la question des revendications territoriales, ce mot « revendication » avait été abolie du côté de la communauté de Mashteuiatsh parce que c'est très dur d'être dans sa maison et de revendiquer son droit d'être assis dans son salon. Ce n'est pas vraiment une revendication territoriale, le peuple autochtone n'a rien à revendiquer à personne. Il est chez lui, il va demeurer chez lui mais on va s'entendre de quelle façon on va habiter ensemble maintenant parce que le peuple autochtone ce qu'il est prêt à faire c'est le partage de ce territoire. C'est un peu dans cet esprit, qui est le même que nos ancêtres, c'est quelque chose de vraiment important.

- Les Acadiens, c'est l'appellation hors territoire qui est utilisée. Lorsque les Anglais sont arrivés, les Acadiens ont été expulsés de leur territoire alors ils ont dû s'éparpiller un peu partout. Pour les Acadiens c'est vrai que c'est le gouvernement, ils ont voulu d'abord se réapproprier leur identité et leur histoire mais pour se faire, ils ont été obligés de se rassembler et de rétablir une réserve, c'est le gouvernement qui oblige cela. Les Acadiens ont été obligés de tout reconstruire cela pour se faire reconnaître. Les Acadiens ne veulent pas retourner en réserve, ils ne

sont pas intéressés. Ils veulent juste être reconnus. C'est pour cela que l'on dit que c'est le gouvernement qui oblige à. Une réserve ce n'est pas agréable pour personne. Les autochtones hors réserves, l'Alliance autochtone entre autres, ne veulent pas retourner dans les réserves non plus. Il y a des gens qui partent des réserves, d'autres gens qui n'ont pas habité sur des réserves et ils ne veulent pas retourner sur des réserves. Ils veulent vivre quand même parmi tout le monde, où ils sont présentement. Ce qu'ils veulent c'est sauvegarder leur culture, leur droit d'avoir des terrains, de pratiquer la chasse, tout ce qui entoure leurs traditions. C'est ce qu'ils veulent sauvegarder, c'est pour ça que le territoire est important pour eux.

- Quand on est autonome dans son pays, dans une nation, on peut faire ses législations, on peut frapper sa monnaie, on peut exercer un contrôle sur son territoire. Est-ce que le traité comme tel c'est une dimension qui a retenu tous ces éléments? La signature qui a été faite récemment, elle inclut quoi? L'entente qui a été signée ne lie juridiquement pas les parties en cause. Ça va être le traité qui va lier, qui va donner l'approbation par les gouvernements et c'est sûr qu'il va y avoir une harmonisation des niveaux de compétences par rapport aux différentes législations qui devraient être faites. C'est sûr que le peuple autochtone n'aura pas leur monnaie, ils n'auront même pas leur armée. Ce n'est pas vraiment cela qui est visé. Il y a beaucoup de gens chez les Autochtones qui diraient que la raison de leur situation sociale, c'est la faute des blancs. Il ne faut pas se cacher qu'il y a des gens qui le disent. Certains ne sont pas du tout d'accord avec cette dimension-là, ne sont pas d'accord de cette façon-là.
- Dans le traité que l'on va faire, ça veut dire aussi que les Autochtones s'engagent à lever des impôts pour qu'à ce moment-là les gens aient une participation directe sur l'argent qu'ils vont devoir donner à leur nouvelle structure pour que les gens soient engagés socialement aussi. Un article dans La Presse disait récemment que, dans l'ensemble du Canada, il y a

environ 500 000 amérindiens sur le territoire et ça représentait environ 22 000 \$ par personne alors qu'il s'en donne en moyenne pour un Canadien 18 000 \$. En bout de piste, est-ce que la prise en main de ces infrastructures et de son développement fasse en sorte que cet écart-là ce soit les Amérindiens qui en bénéficie? C'est sûr que si on parle d'autonomie gouvernementale, il va falloir se doter d'un système fiscal dans l'avenir ça c'est évident. Plus on va s'éloigner de la dépendance étatique parce qu'on a une dépendance étatique vis-à-vis les gouvernements en place aujourd'hui, plus on va s'éloigner de cela, plus on va guérir, plus on va évoluer dans notre prospérité. Il faut dire par exemple que certains ont beaucoup de difficultés avec le discours que c'est l'argent des payeurs de taxes qui paient pour les programmes qui sont administrés dans les communautés.

- Il y a des gens qui pensent que de ne pas payer d'impôts c'est un droit ancestral. Ils n'aiment pas ça quand on amène l'idée que tantôt on va payer des impôts et tantôt on va avoir notre propre régime fiscal. Mais c'est ça le courage, le courage politique, le courage de dire à nos enfants « Dorénavant, si vous voulez avoir un avenir plus prometteur, si vous voulez atteindre un certain degré de prospérité, il va falloir vous investir et faire l'effort ». L'effort que vos ancêtres ont fait quand ils ont défriché le territoire, le territoire les Autochtones l'ont parcouru à pied, en canoë. Ils ne défrichaient peut-être pas mais c'était aussi ardu comme travail et il fallait le faire. On a des ressemblances énormes.
- Cette entente-là (l'Approche commune) est très porteuse en terme de développement parce que c'est une entente qui va effectivement permettre un dialogue. Les réactions sont souvent dues au fait que l'entente de principe qui a été signée est méconnue de plusieurs joueurs. Elle est à la fois méconnue de la base autochtone comme elle est méconnue de la base de la population régionale et ça c'est produit un peu partout au Québec. Il manquait beaucoup de communication au niveau des processus qui ont amené la réalisation de cette entente-là.

D'autres parts, on a l'impression aussi que du côté des non autochtones on c'est souvent très largement plaint du fait que les Autochtones étaient dépendants économiquement. C'est assez ironique de voir qu'aujourd'hui au moment où les Autochtones revendiquent d'être autonomes et revendiquent leur participation au développement économique que l'on puisse tracer des lignes et dire non encore. Certains sont très heureux de cette entente-là et heureux du discours par rapport aux jeunes parce qu'effectivement, la façon dont les jeunes vont s'approprier cette réalité-là est extrêmement importante. Il ne semble pas par ailleurs qu'il a aucun geste qui soit posé dans ce sens-là. Dans nos institutions d'enseignement il se fait des travaux importants. Il s'en est fait dans les collèges, il s'en est fait également dans les commissions scolaires et à l'Université où on travaille de plus en plus avec les communautés autochtones, où on organise parfois des événements, des rencontres, des discussions avec les milieux autochtones.

- Il y a un manque énorme au niveau de la sensibilisation, au niveau de l'éducation de la réalité autochtone. Il manque des mécanismes de dialogue qui ne sont pas en place entre les deux peuples, entre les deux sociétés qui vivent au Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Il y a une chose qui apparaît importante, il y a une recherche dans le cadre des plans de réussite dans les écoles primaires, secondaires, collégiales et universitaires. Un constat est ressorti qui s'appelle la déficience quant aux sentiments d'appartenance à sa classe, à son milieu. Ce qui nous a sauvés dans le fond c'est d'avoir un sentiment d'appartenance fort envers notre collectivité, il y aurait une bonne leçon à donner là parce que c'est la culture qui nous a sauvés. On a eu peu une déficience au niveau culturel dans la région. Ce n'est pas un problème spécifique à la région. Ce sont les richesses régionales qui vont sauver cette démarche.
- Ce qui est préoccupant c'est le 50 % de décrochage scolaire chez les Autochtones parce que la moyenne québécoise est quand même élevée,

26 %. Dans la région on a réussi avec le travail avec le CRÉPAS à diminuer cela à 13 % ce qui est un tour de force. De quelle façon il va être possible de travailler? Parce que chez les Autochtones les écoles primaires c'est fédéral et ensuite quand les jeunes vont au secondaire c'est dans le public, dans les commissions scolaires. Il y a un arrimage qui n'est pas facile. Le problème du décrochage il se pose déjà au primaire très souvent. C'est très difficile parce que, les Autochtones, on doit utiliser un outil qui nous a été échangé par un des premiers qui est arrivé ici au pays, Monsieur Jacques Cartier. Il nous a donné un outil que l'on doit utiliser aujourd'hui c'est le miroir. On peut blaguer de cet incident parce que ce que les gens ne savent pas dans cette histoire-là c'est que l'Indien qui a été envoyé pour aller chercher ces miroirs, il avait un peu de troubles, donc il a trébuché avec sa boîte de miroir. Donc, sept ans de malheur, sept ans de malheur, à la grosseur de la caisse, là ça devrait finir. On blague sur cela mais c'est vrai que chez-nous on a un constat à faire qui est difficile sur la réussite. On a un constat socio-économique à faire qui est très difficile et qu'on travaille depuis tout près d'une génération dans la communauté, dans la prise en charge de nos programmes, dans les constats que l'on fait. Quand on prend la photo de la communauté, il y a des éléments qui sont très alarmistes au niveau de notre société, au niveau de sa santé collective. Mais on dit que ce n'est sûrement pas par des programmes de l'extérieur que l'on va réussir à guérir et entreprendre une démarche de guérison qui va être positive pour un peuple où, nous, on doit prendre en charge nos éléments, on doit pouvoir se consulter ensemble. On a fait beaucoup d'efforts, on a fait éclater des tabous dans la communauté au début des années 1990 et qui n'étaient pas facile, des abus sexuels, des abus vers les jeunes, toute la dimension des familles monoparentales. On travaille beaucoup donc on veut intégrer dans nos institutions la prise en charge du curriculum qui est là pour inciter les gens à la réussite mais il n'y a pas de recettes miracles. Au niveau collectif, on devient de plus en plus

conscients qu'il faut mettre notre priorité au niveau de nos enfants et que cette priorité-là va faire en sorte que l'on va peut-être même mettre de côté une partie qui est adulte qui vit des problèmes. Ça peut aller jusque là comme prise en charge.

- Au niveau de la diversité, il y a un grand livre que l'on partage d'une façon commune c'est la nature. Le paysage enseigne cette notion de la diversité. Quand on regarde la nature dans sa globalité, on voit que ses différents éléments vivent ensemble. Pourquoi pas nous?
- L'intégration par le partenariat doit se faire parce que puisque ce sont les Autochtones qui ont des enfants et plus nous. Il y a un déséquilibre démographique alors on n'a pas le choix de s'ouvrir et de développer des partenariats avec la communauté pour le bien de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Quand on pense à la valorisation, à la valorisation du soi, ça on commence à le voir chez les Autochtones.
- Si on veut parler de communication, d'intégration, quand on voit le mur d'incompréhension qui existe notamment chez certains jeunes qui ne comprennent pas très bien la communauté autochtone, ils ne comprennent pas leur demande et il y a beaucoup de préjugés. Comment la communauté autochtone peut établir une passerelle avec les blancs qui pensent peut-être que vous avez un problème et que nous, on n'en a pas et que vous devriez peut-être vivre comme nous si vous avez de la misère à vivre comme vous vivez? Comment les Autochtones entendent établir des passerelles avec le reste de la communauté régionale? Un des défis que les Autochtones ont comme parents c'est comment développer la curiosité chez nos enfants et qu'ils deviennent critiques à ce que l'on fait pour que nous, nous puissions nous développer en tant qu'adultes. Dans la communication, ce qui est intéressant c'est que la valeur du partage devient plus important. On a eu des cercles de discussion dans notre communauté qui ont parlé de thèmes qui touchent la collectivité. Il y a des cercles de discussion qui

sont en train de se faire au niveau de la guérison. Il y a des cercles de discussions qui sont en train de prendre naissance où les parents sont interpellés. On a vécu des drames. Le spectre du suicide est toujours présent. On est en train de donner à nos jeunes des choses que nous n'avions pas et ça c'est des changements vraiment remarquables. Que l'on puisse dire, nous, en tant qu'adultes, que nos jeunes vont peut-être en connaître plus sur nous que nous en connaissons, il faut le faire. Dès que l'on va avoir des expériences positives chez-nous, ces cercles de discussions vont grandir et on va aller voir nos voisins. Les institutions sont une belle façon de le faire. C'est vrai que l'on a toujours été très renfermé, méfiants même de l'extérieur par le spectre de la réserve. On voit plus de jeunes adultes, de jeunes mères de famille, de pères de famille, qui deviennent plus scolarisés, qui entretiennent des communications avec les voisins qui sont là. Il y a quelques années, on avait des congrès qui étaient beaucoup plus sportif on va dire. On parlait très peu de la culture autochtone. Aujourd'hui, ce sont nos enfants qui nous apprennent des bonnes habitudes de vie que l'on n'avait pas. C'est par la communication que les passages vont se faire, par un échange, par des résultats positifs que l'on va vivre. On va se rejoindre parce que l'on a un objectif très commun c'est que nos enfants grandissent avec le sourire.

### **Défis**

- Le traité a un caractère avant-gardiste. Il est innovateur. C'est ça qu'il faut voir. C'est une première au Canada, en Amérique du Nord, en milieu urbanisé et on chemine ensemble dans l'amélioration de nos relations tant politiques, diplomatiques, qu'économiques vers un développement durable. On a presque cela de la façon dont ça été vu par nos ancêtres, que l'on devienne vraiment un exemple d'un carrefour de nations et que l'on puisse peut-être envisager sûrement le développement harmonieux pas seulement pour nous mais surtout pour nos enfants.

- Développer tout seul lorsqu'il nous manque un peu d'éducation, d'expérience, il faut le créer en partenariat avec des non autochtones ou d'autres personnes qui ont de l'expérience. Il faut marier un petit peu les deux cultures, les deux façons de faire afin de développer. C'est le secret, ça passe par le partenariat. Essayer de partir, de faire notre développement pour les autochtones par eux-mêmes, tout seul, on bûcherait dans le vide passablement. Il faut le faire en partenariat.
- Il faut aller vers des nouveaux créneaux. C'est bien important. Nous avons des ressources naturelles, si on fait juste du bois d'œuvre on n'arrivera pas plus que les autres. Il faut arriver à transformer, faire de la deuxième, troisième et même quatrième transformation. Pour arriver à faire cela, on sait que, dans le monde financier, quand on arrive avec un nouveau produit, c'est vrai pour tout le monde et c'est encore plus vrai pour les autochtones en plus qu'on manque un peu d'expérience, il faut créer des partenariats, allons vendre, allez chercher de l'argent lorsque c'est un nouveau produit ce n'est pas facile. Il faut développer nos ressources naturelles. Si on bûche toutes nos forêts, si nos ressources naturelles disparaissent toutes et que l'on ne crée pas plus d'emplois, on s'en va vers un cul-de-sac.
- On est une région, il faut être partenaires, on partage les mêmes choses, pour arriver à ce qu'on fait des entreprises, on crée de l'emploi et on utilise les richesses naturelles selon leurs moyens. C'est la seule façon d'y arriver.
- Parmi les solutions possibles, il serait peut-être nécessaire de créer un espace pour que les jeunes puissent échanger et que débute un dialogue et une meilleure relation. Ensuite, la participation des jeunes est essentielle dans la recherche de solutions. Amener la population vers une prise de conscience et c'est peut-être le début d'une démarche collective. Aussi, c'est de rendre compte de la nécessité d'une cohérence du système qui gère les affaires autochtones et surtout d'une concertation entre les principaux acteurs.

- Si les autochtones vivent des problèmes sociaux comme ils les vivent c'est sûrement parce qu'on a développé une mauvaise habitude, une dépendance étatique qu'on doit enrayer chez-nous. Pour être capable de le faire, il faut se prendre en main, il faut se mettre au travail.
- On a des gains à réaliser économiquement si on sait mieux intégrer les communautés culturelles parce qu'on est en baisse démographique et on a des gains à réaliser à travers aussi l'intégration de l'ensemble des communautés culturelles qui peuvent fréquenter notre ville ou travailler avec nous dans notre développement économique. Ça semble majeur comme enjeu en terme de défi.
- Il faut vraiment avoir cette vision-là d'ouverture, de voir nos enfants jouer ensemble, de voir nos enfants grandir ensemble, de voir nos enfants se marier ensemble. Il faut voir cette dimension-là parce que c'est ça qui va nous sauver.
- Il y a un rattrapage au niveau de l'économie à faire. Nous avons été exclus trop longtemps de l'économie au niveau de l'entreprise, des partenariats, de créer des entreprises comme telles, du développement économique. Pourquoi on dit que l'on veut approcher Hydro-Québec, on veut avoir accès à certains territoires? C'est pour avoir des richesses naturelles pour être capable d'investir, de créer de l'emploi parce qu'on a 50 % de chômage chez nous. On veut faire travailler nos jeunes, notre taux de natalité est plus haut donc on veut que les jeunes aient du travail. On a un peu de difficultés à inclure nos gens à l'emploi dans les entreprises non autochtones à cause de la scolarité, à cause aussi de la différence de culture. Qu'on le veuille ou non, la culture est différente et les comportements sont un peu différents, pas parce que nos jeunes ne sont pas travailleurs, ils sont très travailleurs, mais il y a des différences. Il y a du racisme encore et il faut enrayer cela. C'est pour ça qu'il faut se parler et arriver à arrêter de se battre, commencer à faire du rattrapage et arrêter de se battre en cour contre les gouvernements, et faire des traités ou faire des ententes où on peut bâtir tous ensemble. On est tous

sur le même territoire, on a à partager le même territoire. Comment le partager harmonieusement c'est ça qu'il faut trouver tout en respectant les cultures de chacun.

- Il y a peut-être un élément de dialogue, un genre de plate-forme commune que l'on pourrait se donner sur laquelle on aurait à apprendre une façon de préserver cette dynamique régionale et son appartenance particulièrement.
- Il y a environ dix ans que le développement économique on a commencé à le prendre en main. Il y a des outils à développer, il y a du rattrapage à faire. Il y a des outils développés au niveau de l'éducation présentement et il en reste à développer. Il reste beaucoup de travail à faire et c'est en partageant ensemble que l'on va réussir à créer des choses, des centres entre autres pour aider à faire ce rattrapage au niveau de l'éducation.
- En ce qui concerne l'immigration dans la région, on est confronté à des préjugés épouvantables. Il y a un combat à faire là aussi. On en a un sur d'autres fronts mais on a un travail de collectivité à faire dans ce sens-là parce que c'est une réalité à laquelle nous sommes confrontées. Si on était capable d'avoir une information qui circule beaucoup, ça éviterait à la rumeur de prendre trop de place.
- Le respect par les ponts entre les différentes cultures ça passe par l'éducation. Face à cela, au Cégep de Chicoutimi, il y a un cours qui s'appelle « Connaissance d'une autre culture » et c'est sur la culture amérindienne et le cours se termine par des étudiants qui vont vivre dans une communauté amérindienne sur la Côte-Nord. C'est peut-être des choses possibles aussi dans les communautés autochtones dans leur système d'éducation au niveau primaire, d'apprendre à connaître une culture et sa propre culture.

## **Pronostic**

- D'être capable de montrer à nos enfants un avenir beaucoup plus valorisant que ce que l'instauration des réserves a fait qui ont développé une dépendance étatique du système présentement.
- Concernant la ville, si on peut avoir une vision d'avenir basée sur la cohabitation harmonieuse dans un environnement de paix, on va devenir un exemple. On peut être très optimiste.
- On a un jardin incroyable de possibilités si on ouvre, si on ouvre nos esprits, pour intégrer les valeurs mutuelles que l'on a de respect, de partage et d'entraide. On aurait des formules de partenariats assez incroyables.
- Dans vingt-cinq ans, le peuple québécois va être un peuple très fier de cette démarche et de cette relation que l'on est en train de formaliser avec les Premières Nations.
- Si on se rapporte en 2025, au niveau des Autochtones hors réserve et au niveau de la population ici, c'est entendu que ça passe par le partenariat. Si on ne crée pas de partenariats, on n'ira pas loin.
- Si on se rapporte en 2025, pour le peuple autochtone hors réserve et pour les métis, on n'a un rattrapage à faire, c'est vrai sur réserves aussi.
- Si on ne retrouve pas un équilibre économique, si on ne trouve pas un équilibre où les individus vont sentir qu'ils participent au développement de la collectivité en travaillant, en participant et en bâtissant des entreprises, en bâtissant des partenariats avec l'extérieur on est appelé à devenir un ghetto. C'est pour ça que l'on dit que quand on voit la signature d'une entente de principe comme ça, c'est un soleil que l'on voit à l'horizon, ce n'est plus la lumière du train que l'on a tellement vu longtemps. C'est quelque chose qui est bien. Mais c'est vrai qu'il faut se prendre en main et ça va être par l'exemple.
- Le Québec pourrait être le chantier de la valorisation de la diversité ethnoculturelle. Le Québec pourrait se positionner comme leader mondial dans la valorisation de la diversité et il pourrait être une

ressource et un potentiel. Les gens pourraient venir ici pour apprendre ce succès que les autres n'ont pas réussi à atteindre.

- Parmi des souhaits à formuler, notons entre autres, entretenir et développer la culture de la réussite, autant chez-vous que chez-nous. On fait des bons coups, qu'on les partage donc. Il y a aussi d'essayer d'éradiquer l'exclusion que ce soit sous toutes ses formes, on pense à la pauvreté, que ce soit les préoccupations d'éducation. Il est à souhaiter aussi que l'Université du Québec se préoccupe de mettre en évidence la dimension culturelle amérindienne ou autochtone, qu'elle la fasse connaître dans ce milieu parce que si elle véhicule auprès des futurs enseignants, il y aurait des éléments à mettre en place qui seraient intéressants et qui aideraient les autres enseignants à propager la bonne nouvelle.